

L'apport du jardinage urbain de Russie à la théorisation de l'agriculture urbaine

Louiza Boukharaeva et Marcel Marloie

Volume 10, numéro 2, septembre 2010

L'agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des villes et des communautés

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045505ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions en environnement VertigO
Université du Québec à Montréal

ISSN

1492-8442 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boukharaeva, L. & Marloie, M. (2010). L'apport du jardinage urbain de Russie à la théorisation de l'agriculture urbaine. *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 10(2), 0-0.

Résumé de l'article

L'objet principal de l'article est le jardinage urbain collectif de Russie, effectué par les habitants des villes sur des sols urbains, périurbains, agricoles, constructibles ou non constructibles avec des références aux autres types de jardinage urbain. Le jardinage urbain collectif russe apporte des références importantes pour la théorisation de l'agriculture urbaine. Il s'agit d'une agriculture urbaine familiale (AUF) au sens d'activité extra-professionnelle pratiquée par des urbains et non par des agriculteurs. C'est une activité non marchande instituée par l'Etat, les entreprises et la population. Elle sert de tampon régulateur des crises, en combinant les fonctions relatives à la production alimentaire, à la santé, au repos, aux loisirs, à l'éducation des enfants, à la création artistique. La conquête du droit à construire une habitation sur les parcelles des collectifs de jardins fut une forme de démocratisation de l'accès des urbains à la terre et à la nature. C'est un traitement de la pauvreté par la généralisation à toute la société urbaine d'un élément constitutif du mode de vie de la classe moyenne.

L'APPORT DU JARDINAGE URBAIN DE RUSSIE A LA THEORISATION DE L'AGRICULTURE URBAINE

Louiza Boukharaeva¹ et Marcel Marloie²

¹Professeur à l'Université fédérale de Kazan, Russie ; Responsable scientifique du Réseau international « Développement durable des villes : le rapport entre l'urbain et la nature », Fondation Maison des Sciences de l'Homme, 54 bd Raspail 75270 Paris cedex 06, France, Courriel : louiza.boukharaeva@msh-paris.fr ²Chercheur à l'Unité de recherches sur les paysanneries, les territoires, l'environnement, les marchés et les politiques publiques (MONA) de l'Institut National de la recherche Agronomique (INRA), 65-67 bd de Brandebourg 94200, Ivry-sur-Seine, France, Courriel : marloie@ivry.inra.fr

Résumé : L'objet principal de l'article est le jardinage urbain collectif de Russie, effectué par les habitants des villes sur des sols urbains, périurbains, agricoles, constructibles ou non constructibles avec des références aux autres types de jardinage urbain. Le jardinage urbain collectif russe apporte des références importantes pour la théorisation de l'agriculture urbaine. Il s'agit d'une agriculture urbaine familiale (AUF) au sens d'activité extra-professionnelle pratiquée par des urbains et non par des agriculteurs. C'est une activité non marchande instituée par l'Etat, les entreprises et la population. Elle sert de tampon régulateur des crises, en combinant les fonctions relatives à la production alimentaire, à la santé, au repos, aux loisirs, à l'éducation des enfants, à la création artistique. La conquête du droit à construire une habitation sur les parcelles des collectifs de jardins fut une forme de démocratisation de l'accès des urbains à la terre et à la nature. C'est un traitement de la pauvreté par la généralisation à toute la société urbaine d'un élément constitutif du mode de vie de la classe moyenne.

Mots-Clés : agriculture urbaine, développement durable, économie politique institutionnaliste, habitation, jardinage, mouvement social, territoires, Russie

Abstract: The main object of this article is the collective urban gardening of Russia, with references to the other types of gardening made by the inhabitants of cities on urban, outer-urban, agricultural, building or not building grounds. The urban gardening of Russia brings essential references for the theorization of the urban agriculture). It is a family urban agriculture (FUA) in the sense of extra-professional activity practised by urban and not by farmers. It is a not trade activity established by the State, the companies and the population. It serves as regulating plug of the crises, by combining the functions relative to the food production, health, rest, leisure activities, education of the children, artistic creation. The conquest of the right to build a house on the plots of land of the collective gardens was a shape of democratization of the access of the urban to the ground and to the nature. It is a treatment of poverty by the generalization of an element of the lifestyle of the middle class.

Keywords: urban agriculture, sustainable development, institutionalism political economy, house, gardening, social movement, territory, Russia

Introduction

De par son ampleur, son caractère intégral et sa qualité particulière, le jardinage urbain familial de Russie est une composante essentielle de l'agriculture urbaine mondiale.

Référence électronique

Louiza Boukharaeva et Marcel Marloie, 2010, «L'apport du jardinage urbain de Russie à la théorisation de l'agriculture urbaine», VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 10 numéro 2, [En ligne], URL : <http://vertigo.revues.org/9919>

Un rapport présenté par le PNUD à la Conférence Habitat de Istanbul en 1996, rédigé par Jac Smit, Annu Ratta et Joe Nasr (1996) indiquait que 65 % des familles moscovites étaient engagées dans l'agriculture urbaine en 1991, que la proportion était plus élevée dans les villes de province, atteignant 80 % en Sibérie.

L'analyse des statistiques récentes confirme ces estimations (Service fédéral de la statistique de la Fédération de la Russie, 2008). Entre 20 et 25 millions de familles urbaines russes disposent d'un terrain permettant

de jardiner. Si l'on applique le coefficient de 2,7 personnes par ménage (recensement de 2002), cela donne les chiffres de 54 à 67,5 millions d'urbains soit 52 à 65 % d'une population urbaine estimée à 104 200 000 personnes. C'est une agriculture urbaine à *grande échelle*¹. Sur ces 20 à 25 millions de parcelles, environ 21 millions sont localisées dans les collectifs de potagers, de jardins, de datchas et de constructions d'habitations individuelles².

Dans la décennie 1990, il a fourni selon certaines estimations (United Nations Division for Sustainable Development, 2000) près de 30 % de la valeur de la production alimentaire russe, dont 80 % des légumes. La possibilité de cultiver les jardins et les potagers a aidé les urbains russes à surmonter la crise alimentaire due à la baisse de la production des fermes collectives et à l'effondrement des salaires. L'accès au jardin leur a aussi permis d'amortir les effets sur les personnes du considérable changement systémique consécutif à l'effondrement du système soviétique. De nombreuses usines ne fonctionnaient plus et les ouvriers perdaient leur emploi. Le salaire des enseignants était divisé par trois à cinq et fut payé avec des mois de retard. Les pratiques mafieuses se multipliaient. L'anomie sociale se manifestait par une augmentation des suicides. L'un des comportements les plus souvent rapportés lors des interviews réalisés depuis dix ans était que le séjour dans les jardins avait permis d'oublier un temps « toute cette pagaille ».

Depuis la fin des années 1990, l'amélioration progressive de la situation générale a réduit l'importance du jardinage dans l'approvisionnement alimentaire. La production de pommes de terre y régresse. Les légumes nobles comme les tomates et les cornichons, ainsi que les fraises et les petits fruits gardent une place de choix. Les espaces consacrés aux fleurs et au gazon s'élargissent.

Cette activité a été longtemps méconnue par les appareils statistiques des pays occidentaux et des institutions

internationales. Ainsi par exemple, un ouvrage publié par l'OCDE en 1998 ignorait ce jardinage urbain familial et affectait sa production aux lopins des paysans. Aujourd'hui, les statistiques publiques permettent de cerner l'évolution des diverses catégories de territoire composant cette agriculture urbaine.

C'est ainsi qu'une restructuration profonde des formes de ce jardinage est en cours. En 1990, la grande majorité des parcelles de jardinage étaient localisée dans les collectifs de jardins, potagers et datchas³. Avec le développement d'un marché foncier, l'achat de terrains privés hors de ces collectifs s'est développé.

L'évolution de quatre catégories de terrains peut être appréhendée par les statistiques existantes entre 1998 et 2008. Ce sont les parcelles de potagers urbains privés ou dans des collectifs dont le nombre a fortement régressé, passant de 7 à 3 millions. Les plus nombreuses sont les parcelles de jardins qui sont restées relativement stable, passant de 14,6 à 14 millions. Peu nombreux, les terrains qualifiés de datchas ont fortement augmenté passant de 90 000 à 120 000. Un changement considérable depuis la fin de l'Union soviétique concerne la catégorie qualifiée de *construction d'habitations individuelles*. Elle était inexistante en 1990, comptait 6,1 millions de parcelles en 1998, et 7,3 millions en 2008. Il s'agit de terrains sur des espaces privés ou au sein des collectifs de jardins, de potagers ou de datchas, voire de collectifs transformés dans leur totalité en lieux d'habitations avec un espace de terre disponible pour le jardinage.

Au total ces quatre catégories de terrains comptent près de 24,4 millions de parcelles et occupent une surface qui a légèrement baissé : 2,3 millions d'hectares en 2008 contre 2,5 en 1998. Mais pour donner une représentation exacte de l'AUF, il faut y ajouter un nombre non répertorié de

¹ Qualificatif employé par Alasheev et al, (2000), pour désigner une partie de cette agriculture urbaine et de ses fonctions : « large-scale use of subsistence plots by city residents »

² Selon l'Union des jardiniers de Russie. Entretien avec Vladimir Deinekin Vice Président de cette Union et Président de l'Association des collectifs de jardins de Kazan.

³ Le Rapport du Comité d'Etat du Cadastre du 1^{er} janvier 2008 fournit des définitions précises des concepts de jardins, potagers et datchas dans ces collectifs. Les collectifs de jardins *ont pour but la production des cultures fruitières et de petits fruits, le repos, avec le droit de construire une maison d'habitation et ses dépendances*. Les collectifs de potagers *ont pour but la culture de petits fruits, de légumes, de cucurbitacées et autres cultures agricoles avec ou sans droit de bâtir une construction habitable légère avec ses dépendances*. Les collectifs de datchas *ont pour but le repos, avec le droit de bâtir une construction habitable ou une maison, et avec le droit de planter et de produire diverses cultures agricoles*.

lopins en zones urbaines et périurbaines, ainsi que les terrains achetés de manière croissante par les urbains en zones rurales.

Aujourd'hui, les présidents des quinze associations régionales de collectifs de jardins attestent que les besoins des urbains d'accéder à un jardin, un potager ou une datcha sont satisfaits en termes quantitatifs. Ils attestent aussi que les collectifs de jardins se sont accrus et développés, si l'on compare le nombre de parcelles abandonnées avec celles qui ont été créées ou remises en fonction (interviews de ces responsables, avril 2010).

Les approches théoriques de cette AUF sont diverses. La démarche adoptée ici s'inscrit dans une recherche sur le rôle du rapport urbain/nature dans le développement durable des villes. Elle se réfère à la fois aux théories de l'agriculture urbaine qui relèvent du développement et de l'environnement (Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, 1988 - Sachs, 1981 – Sachs et Silk, 1990 - Smith et al, 1996 - Smith et al, 2004), et à celles qui renvoient à l'aménagement des territoires et à l'urbanisme (Fleury et Donadieu, 1997). Le concept de *nature* est compris au sens de nature produite, voire désirée (Nathalie Blanc in Grenelle de l'Environnement, 2009).

Après une pré enquête dans une vingtaine de collectifs de jardins de la ville de Kazan (1 200 000 habitants) au cours de l'année 2002, cinq terrains d'investigations ont été successivement ouverts et suivis chaque année. Quarante entretiens avec des jardiniers ont d'abord été conduits en utilisant la méthode ethnosociologique du « récit de vie » (D. Bertaux 1997). Quinze témoignages approfondis de jardiniers ont ensuite été recueillis par le moyen d'un concours organisé avec la revue de jardinage « Maître chez soi ». Les acteurs associatifs et institutionnels ont été identifiés et interrogés. Des interviews d'experts ont été conduites tout au long de la période, et en 2010 auprès des présidents des associations régionales de collectifs de jardins, potagers et datchas (au niveau des quinze régions constitutives de la Fédération de Russie). Ils portent sur les tendances de l'évolution du jardinage urbain, les relations entre les associations et les pouvoirs publics, le rôle potentiel du jardin collectif dans le développement des villes et dans l'aménagement des territoires. La recherche a été complétée par l'exploitation des statistiques officielles, par l'analyse des articles et des données juridiques

publiées en Russie sur cette activité. A partir de 2004, des comparaisons avec l'agriculture urbaine d'autres pays ont été conduites en analysant la base documentaire du Commonwealth Agricultural Bureau (Boukharaeva et Marloie, 2006) et en réalisant des enquêtes sur le jardinage urbain français.

Le présent article est centré sur la théorisation de l'agriculture urbaine en réponse à la question : qu'est-ce que ce jardinage urbain familial de Russie nous apprend ? La comparaison entre les représentations de cette activité en Russie et en France nous a d'abord conduit à nous interroger sur les glissements de sens induits par le passage du concept de *agriculture urbaine* à celui d'*agriculture urbaine et périurbaine*. Nous avons en même temps été frappés par le fait que les conceptualisations actuelles de l'agriculture urbaine n'effectuent pas de distinction entre ses parties marchandes et non marchandes. O dans la crise de la décennie 1990, le maraîchage agroindustriel à proximité des villes s'effondrait, alors que le jardinage non professionnel des citadins était un secteur dynamique. On voyait ici l'illustration flagrante de l'existence de deux logiques différentes à l'œuvre dans l'agriculture urbaine. Il s'agit d'un véritable problème théorique pour les économistes et les sociologues.

Après avoir traité de ces deux questions, nous montrerons en quoi le jardinage urbain de Russie apporte des références pour la résolution de deux problèmes qui sont au cœur de la réflexion actuelle sur le développement durable des villes : la démocratisation de l'accès des urbains à la nature et le traitement de la pauvreté.

Une activité des urbains

Dans le Rapport Bruntland (Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, 1988) et pour les auteurs du rapport du PNUD, l'agriculture urbaine était comprise en premier lieu comme une activité effectuée par les urbains et pour les urbains⁴. Le jardinage urbain de Russie s'inscrit bien dans cette définition. Certaines interprétations ont obscurci cette intention de départ au point de faire oublier l'acteur urbain.

⁴ Expression empruntée aux travaux de Jean Noël Consalès (2005).

Ainsi, sur les neuf définitions recensées en 2004 par Olanrewaju B. Smith et ses collègues, une seule se réfère centralement à l'acteur urbain « *L'agriculture urbaine est comprise comme l'ensemble des activités agricoles effectuées dans les zones urbaines ou à leur périphérie, par des gens vivant dans les frontières administratives de la ville* » (Lourenco-Lindell cité par Smith et al, 2004).

Cet acteur urbain n'est plus central dans les analyses centrées sur la place des agriculteurs des régions périurbaines. Ainsi, la conceptualisation adoptée par la FAO (1999) effectue une distinction entre « *agriculture périurbaine* » et « *agriculture urbaine* » par laquelle cette dernière n'est plus qu'une activité sur « *de petites surfaces, (par exemple, terrains vagues, jardins, vergers, balcons, récipients divers) utilisées en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité* ». L'activité agricole des urbains hors de la ville disparaît, alors qu'elle se pratique dans des pays comme la Russie jusqu'à plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de kilomètres pour les habitants de Moscou et de Saint-Pétersbourg.

Les changements conceptuels peuvent aller jusqu'à l'oubli complet de l'acteur urbain comme c'est souvent le cas en France. Le concept d'agriculture urbaine y est connu depuis longtemps car il avait été promu dès les années 1980 par Ignacy Sachs sur la base de ses analyses en termes d'écodéveloppement (Sachs et al, 1981 - Sachs et Silk, 1990), et a donné lieu à un ouvrage de Georges Monédiaire au titre particulièrement porteur de sens : *Agricultures urbaines et villes durables européennes* (Monédiaire, 1999). Plusieurs universitaires continuent de s'y référer centralement (Consales, 2005 - 2009). Mais la plupart des travaux, notamment à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), se réfèrent au concept d'agriculture périurbaine. Les familles urbaines et les organisations pouvant porter leur demande sociale sont alors ignorées ou reléguées à une place marginale.

Cette réticence à adopter un concept qui mette l'acteur urbain au centre de l'analyse tient pour partie aux représentations classiques de l'agriculture qui réservaient cette activité aux seuls agriculteurs des zones rurales et aux entreprises de l'agrobusiness. Elles considéraient en conséquence comme irréversible l'abandon par les citadins

d'un rapport actif à la nature. Il s'ensuit que les diverses formes de jardinage individuel et collectif sont considérées avec sympathie mais ne sont pas comprises comme un secteur d'activité ni comme une possible institution sociale. Cet aveuglement explique l'inertie dans la mise en œuvre des politiques les concernant. Ainsi en France, une proposition de loi relative aux jardins familiaux, d'insertion et partagés est restée en souffrance à l'Assemblée Nationale jusqu'à janvier 2009, alors qu'elle avait été adoptée à l'unanimité par le Sénat le 14 octobre 2003, (Baudeflet, janvier 2009).

De plus, les appareils statistiques de la plupart des pays occidentaux ne recensent pas cette activité (cf. pour la France : Baudeflet, mai 2009). Elle est encore parfois considérée comme faisant partie du « *secteur informel* » ou de l'« *économie souterraine* ».

En Russie, cette activité est aujourd'hui en pleine restructuration. Les collectifs de jardins, potagers et datchas mis en place sous la période soviétique avaient constitué la forme essentielle d'organisation du jardinage urbain. Chacun de ces collectifs avait le statut officiel de « *camaraderie* » ou de « *coopérative* ». Mais leur pouvoir était limité. Leur gestion et leur financement étaient essentiellement assurés par les entreprises. Les réunions se tenaient dans les unités de travail. L'Etat restait propriétaire du sol.

La fin du système soviétique a ouvert la possibilité de devenir propriétaire de sa parcelle⁵ (cf. encadré). Dans le

⁵ L'accès au droit de propriété : Sous le système soviétique, la terre était proclamée « propriété de tous », mais était en fait totalement possédée par l'Etat. Les utilisateurs de parcelles au sein des collectifs de jardins, potagers et datchas étaient pratiquement assurés d'en bénéficier toute leur vie, y compris de pouvoir les transmettre à leurs enfants. Mais ils n'en étaient pas réellement propriétaires. Le processus de privatisation démarre en 1990 quand le Congrès extraordinaire des députés admet le principe de la propriété permettant de distribuer des parcelles de terres pour leur appropriation individuelle. La loi du 23 décembre 1992 proclame le « droit des citoyens de la Fédération de Russie à recevoir des terres en propriété privée » pour la création d'exploitations agricoles, pour le jardinage et la construction de logements individuels. Son application s'est heurtée à de multiples difficultés, mais elle est aujourd'hui facilitée par la loi fédérale n° 93 du 30 juin 2006 sur « la simplification de l'enregistrement des droits aux biens immobiliers ». Cette loi est qualifiée par la population de « amnistie des jardins ». Ses objectifs sont de faciliter la privatisation des parcelles attribuées à l'époque soviétique ou au début des réformes radicales ; et d'établir de

même temps, les difficultés économiques ne permettaient plus à la plupart des entreprises d'entretenir ces collectifs. Les pouvoirs publics ne prenaient pas le relais dans la majorité des villes. En partie gérés de manière paternaliste pendant la période soviétique, les collectifs actuels (79 900 en 2006) se sont ainsi retrouvés en charge totale de cette gestion, ayant à résoudre de multiples problèmes concrets, tels que l'entretien des espaces communs, des lignes électriques, des canalisations d'eau, l'évacuation des déchets, l'accès aux transports en commun, la sécurité. Ils sont de ce fait devenus des organisations plus effectives, en charge de responsabilités concrètes, élisant et contrôlant davantage leurs responsables qu'auparavant.

Ces collectifs ont toujours fait l'objet d'une intense activité législative. Environ, quatre cents lois, amendements et décrets furent édités à leur propos depuis 1950. De 1998 à 2010, onze lois, amendements et décrets ont complété ou modifié celle du 1^{er} avril 1998. Les articles 4 et 5 de cette loi de 1998 qualifient ces collectifs d'*Unions non commerciales de citoyens* lesquelles sont devenues des personnes juridiques. Plusieurs statuts ont été définis : *Camaraderies non commerciales* ; *Coopératives de consommation* ; *Partenariats non commerciaux*⁶.

Un grand nombre de ces *Unions non commerciales* sont regroupées en associations au niveau des villes, des régions et de la Fédération de Russie, de manière à participer au processus législatif. C'est ainsi que l'Union des jardiniers de Russie (de Saint-Pétersbourg) propose actuellement d'introduire dans le Code de la terre un article spécifique sur ces Unions pour faire reconnaître que le travail des urbains sur leurs sols a amélioré leur qualité, ce qui justifie que leur soit conféré un statut spécifique de terres protégées (Deïnekin, 2009).

nouvelles règles pour l'enregistrement des parcelles de terres et des constructions effectuées sur elles (maisons de jardins, garages). Un Service fédéral d'enregistrement, du cadastre et de la cartographie a été créé le 1er mars 2009 pour simplifier cet enregistrement.

Aujourd'hui, plus des deux tiers des parcelles dans les collectifs de jardins sont devenues propriété pleine et entière de leurs utilisateurs. Dans un pays où la majeure partie de la population n'avait jamais pu disposer librement d'une parcelle de terre, devenir propriétaire de son jardin est une conquête importante.

⁶ Cf. notamment les amendements du 27 novembre 2000, du 1^{er} juillet 2002, du 1^{er} janvier 2004, du 31 août 2004 et du 1^{er} janvier 2005.

C'est un secteur de l'économie sociale au sens français du décret de 1981 qui la définit comme « regroupements de personnes (et non de capitaux) jouant un rôle économique (coopératives, mutuelles, associations). C'est aussi un secteur de l'économie familiale (ou domestique), à savoir une activité économique effectuée par les individus ou les familles en dehors des circuits marchands.

Une activité non marchande

Le concept d'industrie distincte (*distinct industry*) utilisé dans le rapport du PNUD à la Conférence d'Istanbul de 1996 pour qualifier l'agriculture urbaine ne rend pas compte du caractère non marchand d'une partie de cette activité. Or, selon ce rapport, sur les quelques 800 millions de personnes pratiquant l'agriculture urbaine dans le monde, elles seraient seulement 200 millions à produire pour le marché, dont 150 millions à plein temps. La grande majorité des personnes concernées (environ 600 millions) pratiquerait l'agriculture urbaine de manière extra professionnelle, essentiellement pour l'autoconsommation. Les 20 à 25 millions de familles urbaines russes travaillant leur parcelle de sol sont dans ce cas. Le concept d'*activité distincte* (*distinct activity*) est donc plus adapté que celui d'*industrie distincte* pour qualifier une agriculture urbaine qui comporte deux parties, une *Agriculture Urbaine Professionnelle* (AUP) et une *Agriculture Urbaine Familiale* (AUF).

Les personnes pratiquant l'AUF ne peuvent pas être désignées par les concepts professionnels, en particulier ceux de « agriculteurs » et « agriculteurs à bas revenus » utilisés dans le rapport. Dans le cas de la Russie, les urbains qui travaillent leur parcelle exercent une profession, sont à la retraite ou inscrits au chômage. Il est préférable pour les qualifier d'utiliser des concepts non professionnels pour leur activité dans les jardins, tels que *jardinier familial*, *jardinier amateur* ou *jardinier extra-professionnel*.

Ce débat conceptuel est essentiel. Sur le plan économique, les théoriciens du marché qui ont dominé la science économique tout au long du 20^{ème} siècle ont considéré la partie non marchande de l'économie avec condescendance, pensant généralement qu'elle était destinée à être transformée en activités marchandes. Mais les périodes de crises changent la perspective. Ce fut le cas dans les années 1990 en Russie comme dans la crise

mondiale actuelle. On redécouvre alors que le non marchand joue un rôle d'amortisseur des crises de l'économie professionnelle et marchande, que cette *vie matérielle* qui s'étend au-dessous du marché (Fernand Braudel, 1979) est aussi un « socle de la société ».

Sur le plan philosophique, la logique de l'économie capitaliste tend à aliéner la personne humaine en la réduisant à ses fonctions de producteur/consommateur de biens et de services. Ses capacités de création et sa liberté sont réduites par de multiples formes de contrôle social (Herbert Marcuse, 1968). Les hommes sont poussés à refouler tout ce qui n'est pas besoin de produire et de consommer dans les systèmes de l'économie marchande. Le non marchand aide à échapper à cette emprise sur l'organisation de la vie, à exercer des choix, à créer, à s'auto réaliser.

Il s'ensuit la nécessité de dépasser les seuls concepts de l'économie marchande pour étudier cette AUF, pour rendre compte de sa nature et de son potentiel. L'économie politique institutionnaliste qui s'est développée dans la tradition de Karl Polanyi et de Marcel Mauss se situe dans cette perspective en considérant que le système de *Marché* interfère avec deux autres formes de circulation des biens et des services : la *Redistribution* étatique et la *Réciprocité* (Caillé A. et al, 2007).

La redistribution étatique et les autres formes de l'action publique sont des composantes fondamentales de la construction de l'AUF. Elles sont à l'œuvre dans la plupart des pays. En Russie, elles se sont concrétisées par l'attribution de terres aux collectifs de jardins quand fut décidée leur création après la Seconde Guerre mondiale. Les pénuries provoquées par cette guerre avaient obligé le pouvoir soviétique à rompre avec le dogme selon lequel la production socialiste dans les grandes fermes d'Etat suffirait à alimenter la population. Les familles urbaines furent incitées à produire par elles-mêmes leur alimentation. La famine de 1948 puis les insuffisances persistantes de la production des grandes fermes conduisirent les dirigeants à inventer un système rendant compatible la production individuelle des familles avec les principes socialistes. Ce fut l'institutionnalisation des collectifs de jardins, potagers et datchas.

L'action de l'Etat s'est combinée avec celle d'autres acteurs publics et privés. Dans la création de ces collectifs, les

entreprises étaient à l'interface des directives en provenance de l'Etat et des souhaits de leurs employés. Elles transféraient les demandes de potagers ou de jardins vers l'appareil d'Etat qui leur attribuait des espaces de terres, charge à elles de les aménager puis de les entretenir. L'aménagement pouvait consister à rendre cultivable des sols parfois de mauvaise qualité, à diviser le terrain en parcelles, à mettre à leur disposition l'eau courante et l'électricité. Les noms des actuels collectifs gardent la marque de cette histoire. On trouve par exemple dans une ville comme Kazan les collectifs de l'entreprise de moteurs d'avions, de l'usine chimique, des hôpitaux, de l'Académie des sciences, de l'Académie de musique.

La réciprocité désigne tous les échanges, dons et contre dons auxquels la production des jardins donne lieu au niveau local, au sein des familles, entre les familles, vers les écoles, les maternelles. Il ne s'agit pas seulement de la production primaire (fruits, légumes, plantes médicinales, fleurs), mais aussi des produits transformés dans les appartements (confitures, conserves), et de l'utilisation des fonctions immatérielles de ces espaces, telles que l'accueil des petits-enfants, la réception de la famille et des amis.

Les témoignages des organisateurs des collectifs de jardinages, études russes (Bassine, 1958 ; Tchekhovskikh, 2001), les nombreuses revues de jardinage (Maître chez soi, Jardins attenants), l'analyse des témoignages des jardiniers (Boukharaeva et Akhmetova, 2005) permettent de comprendre l'étendue de ces relations de réciprocité. Les études à caractère sociologique et anthropologique publiées hors de Russie en expliquent divers aspects, à savoir des pratiques concrètes de troc et de dons (Ortar, 2005) de « débrouille » au sein d'échanges informels et de réseaux complexes (Hervouet, 2006).

De ce fait, le jardinage des urbains donne au concept d'agriculture le sens de rapport direct et de travail actif sur la nature. C'est une activité identitaire, non pas en tant que l'appartenance à un groupe, à une ethnie ou à une religion, mais au sens philosophique de la nature bio socioculturelle de l'être humain.

Une démocratisation de l'accès des urbains à la nature

En plusieurs régions du monde, l'AUF permet une extension de l'habitat urbain par la construction d'une

maisonnette sur la parcelle de jardin. On en trouve des exemples dans l'hémisphère sud, comme la *chacára* d'origine portugaise au Brésil ou certaines *fincas* d'origine espagnole dans les autres pays d'Amérique du Sud. Peu connue en France et en Europe du sud, cette pratique est davantage développée en Europe du Nord (Danemark, Suède, Norvège) et en Europe centrale (Pologne, Hongrie, pays Balte). Dans l'Union européenne, elle constitue une importante proportion des trois millions de parcelles des organisations de jardins familiaux affiliées à l'*Office international du Coin de Terre*. Mais c'est en Russie qu'elle est la plus développée.

Cette pratique aide les familles à recréer une intégralité de leur espace de vie en réunifiant deux parties complémentaires de l'habitat humain : l'habitation à la ville qui ouvre l'accès aux emplois, à l'éducation, à la culture, aux services ; une extension de cet habitat dans un espace de nature à proximité de la ville, qui donne aux familles la possibilité de réaliser des activités répondant à leurs autres besoins : production alimentaire d'appoint, récupération de la santé, convivialité, loisirs, création artistique. Les fonctions de cette extension de l'habitat urbain ont été abordées par les sociologues, y compris en France (Dubost, 1984 ; Gojard et Weber, 1995 ; Weber, 1998 ; Cérézuelle, 1999). On perçoit en les lisant que la nature bio socioculturelle de la personne implique la nécessité vitale d'un contact physique, personnel, libre et créatif avec la nature. La personne s'équilibre et se cultive en la travaillant, en cultivant le vivant. Ces constats permettent de découvrir combien l'artificialisation de l'existence propre à la vie urbaine peut amputer la personne d'une partie de son identité, de ses capacités. Ils conduisent à prêter une attention particulière à ce qu'il convient d'appeler la démocratisation de l'accès des urbains à la nature.

Depuis la Grèce antique, les classes privilégiées du continent européen ont toujours pratiqué la double habitation (Tcherkes, 1992), à savoir l'appartement à la ville qui leur permet d'exercer les fonctions de direction, d'accéder à la culture et à l'éducation, et le domaine à la campagne où les activités les plus diverses telles que la chasse et le sport leur permettaient de reconstituer leur équilibre physique, psychologique et émotionnel. A l'opposé, la majeure partie du bas peuple des villes était maintenue dans leur enceinte. Aujourd'hui, la société urbaine s'est diversifiée. Une grande partie de la classe

moyenne peut pratiquer un rapport actif à la nature par le sport, la pêche ou la chasse, en partant en vacances à la mer, à la campagne ou à la montagne, en disposant d'une maison de campagne ou en vivant dans un pavillon de banlieue. Mais une grande partie des populations urbaines reste de fait enfermée dans la ville en n'ayant comme tout accès à la nature qu'un contact visuel et esthétique dans des parcs et jardins publics ordonnés par des professionnels. Cette inégalité, avec les frustrations et les effets de ghetto qu'elle engendre, continue d'être un élément de la crise des sociétés urbaines.

Or, ainsi que l'explique un rapport au Ministère français de l'écologie et du développement durable (Diebolt et al, 2005), il n'existe pas d'approche opérationnelle des inégalités écologiques dans les politiques de la ville, ce qui signifie que ces politiques ne prennent pas en compte l'inégalité d'accès des urbains à la nature dans le traitement de la crise urbaine⁷. Il semble qu'il en soit de même dans un grand nombre d'autres pays d'Occident et de l'hémisphère sud. En Russie, la démocratisation de cet accès est très spécifique à l'histoire riche et mouvementée de ce pays, tout en étant reliée aux recherches conduites en Occident.

Les actuels collectifs de potagers, jardins et datchas héritent du mythe séculaire de la datcha aristocratique. Elle était perçue comme un espace de repos, de récupération de la santé, de convivialité. Jusqu'à la révolution de 1917, c'était la résidence secondaire des catégories privilégiées de la population, y compris des membres de la haute administration et de la bourgeoisie montante (Lowell, 2003).

Ils héritent aussi des recherches conduites au début du 20^{ème} siècle quand fut diffusé le modèle des Cités-jardins (Howard, 1898). Ce modèle a continué de servir de référence et d'alimenter les recherches après la révolution de 1917 (Boulgakov, 1922). Il s'agit alors de démocratiser la datcha. Dans les années 1920, période de recherche idéologique et d'expérimentation sociale, cette démocratisation est envisagée comme un des moyens de construire un Homme nouveau, pour l'éducation duquel le

⁷ Plusieurs sociologues commencent à aborder ce problème. Cf. notamment les travaux de l'axe 3 du Laboratoire Dynamiques Sociales et recomposition des espaces (Ladyss).

repos actif, constructif, créateur, est considéré comme indispensable. Un article publié en 1928 explique : « *Maintenant tout le monde a compris que si, pour sauvegarder santé et forces, le prolétariat a besoin en permanence d'un bon habitat, de même il a besoin de la datcha pour un repos d'été régulier L'opinion publique en est arrivée à la conclusion que la datcha ne doit pas être considérée comme un produit de luxe, mais comme un produit de première nécessité pour les travailleurs. C'est pourquoi il faut construire des datchas de façon à ce que chacun puisse en avoir une.* »⁸). Mais la politique pratiquée par Joseph Staline réserve la datcha à quelques élites privilégiées (écrivains, artistes, scientifiques).

Les actuels collectifs de potagers, jardins et datchas héritent enfin des pratiques potagères ancestrales, encouragées à nouveau à partir de la Seconde Guerre mondiale et de la famine de 1948. Les autorités soviétiques ont alors accepté la généralisation du jardinage urbain familial en l'organisant en collectifs. Mais dans les années 1940, il s'agit de production potagère. Au début des années 1950, certains jardins avec maisonnettes sont créés. Nikita Khrouchtchev favorise le développement des collectifs, mais s'oppose à la construction de maisonnettes qui pourraient servir de double habitation, pratique jugée incompatible avec les principes socialistes. Leur construction et le droit d'y dormir la nuit furent une forme de conquête populaire progressive de 1956 à la perestroïka.

Cette diversité d'origines a composé une institution du jardinage urbain ayant deux caractéristiques importantes pour la famille urbaine : récréative et économique (Tchekhovskikh, 2001). Cette institution reste marquée par la symbolique de la datcha aristocratique quand certains jardiniers utilisent le mot datcha pour qualifier le terrain et la maisonnette où ils vont se reposer et recevoir des amis. Elle bénéficie des recherches qui se réfèrent au modèle de la Cité-jardin, lequel devait concerner tous les urbains et permettre aux villes de produire une partie de leur alimentation.

Cette conquête du droit à la seconde habitation prend aujourd'hui des formes nouvelles. Depuis 1992 il n'y a plus

de limite à la taille des maisons sur les parcelles de jardins collectifs. Des personnes commencent à se procurer plusieurs parcelles et à construire des maisons de plusieurs étages. Un certain nombre de jardins se transforment progressivement en zones d'habitations. Le droit d'y établir officiellement sa résidence permanente était refusé par un article de la loi sur les unions non commerciales des citoyens de jardinage, de potagers et de datcha. Mais cet article a été abrogé suite à un recours devant le Conseil constitutionnel en avril 2008 (Merkoushov, 2008). Les nouvelles dispositions autorisant le transfert de la résidence permanente dans ces espaces pourraient entrer en vigueur au cours de l'année 2010.

L'histoire du jardinage urbain de Russie prend ainsi une signification sociale universelle. C'est un des rares exemples au monde où les populations urbaines ont réussi à démocratiser leur accès à la double habitation, en dépit des réticences des dirigeants de l'Union soviétique.

Un traitement spécifique de la pauvreté

Le chapitre 9 du Rapport Brundtland sur le défi urbain recommandait d'encourager l'agriculture urbaine pour lutter contre la pauvreté.

Cette préconisation s'interprète souvent comme la mise en place de programmes spécifiques à destination des populations vulnérables. En de multiples pays, les jardins collectifs ou communautaires s'inscrivent dans cette perspective. En France, c'est une caractéristique des collectifs de jardins ouvriers créés depuis la fin du 19^{ème} siècle, qualifiés aujourd'hui de jardins familiaux (Cabedon et Pierson, 1996). Selon les estimations, il y aurait entre 200 000 et 250 000 parcelles de jardins familiaux soit une parcelle pour 200 à 250 urbains. Les parcelles dépassent rarement les 300 m². La tendance actuelle, notamment dans les nouveaux collectifs en pied d'immeuble, est d'attribuer des parcelles plus petites, parfois de dix m². Depuis les années 1980 se sont développés d'autres réalisations visant à la réinsertion professionnelle et sociale, comme les « Jardins de Cocagne » (Jean-Guy Henckel, 2009) et les « Jardins d'insertion ». Leur nombre est évalué à quelques milliers (Besse, 2009).

Les collectifs de jardinage urbain de Russie relèvent d'une autre philosophie : permettre à toute la population urbaine d'accéder à un élément constitutif du mode de vie

⁸ Anisimov V. Datchnoe Stroitelstvo (Construction de datcha), in Jilichtchnaia kooperatsia, n° 8, p. 15 (cité par Traven V. p. 53).

de la classe moyenne. Dès le départ, ils ne s'adressaient pas à une catégorie spécifique de la population. L'objectif était de faire face à des crises et à des pénuries qui touchaient presque toutes les couches de la société. Les critères d'affectation des parcelles donnaient priorité aux anciens combattants et aux familles nombreuses, mais toutes les catégories sociales y eurent accès. On trouve ainsi côte à côte des familles de toutes les ethnies, des jeunes et des vieux, des personnes de statuts sociaux et professionnels multiples : chauffeurs de taxi, infirmières, professeurs d'université, ingénieurs, ouvriers d'usine, employés, entrepreneurs, retraités, chômeurs⁹. Les 21 millions de parcelles dans les collectifs de Russie représentent une parcelle pour cinq urbains. Traditionnellement, la taille minimum de ces parcelles était de 300 m², la majorité comptant 600 m². Aujourd'hui, elles peuvent dépasser les 1000 m². Et les jardins comportent une maisonnette permettant d'y dormir, ce qui est généralement interdit en France.

Le modèle russe est donc une autre manière de traiter la pauvreté, tout en permettant à la classe moyenne de consolider son existence matérielle et d'agrémenter sa vie.

Conclusion

Dans un monde où la majeure partie des populations vit en ville, le jardinage urbain russe à grande échelle peut être compris comme l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale, celle des jardiniers urbains à temps partiel, utilisant diversement les fonctions de cette activité selon les besoins de leur époque, de leur famille, de leurs désirs.

C'est une *Agriculture Urbaine Familiale* (AUF), une *activité distincte*, essentiellement non marchande, désignée en Russie par le concept d'économie de la population, et pouvant être comprise en termes occidentaux comme une partie de l'économie familiale et sociale. Les concepts de *redistribution étatique* et de *réciprocité* proposés par l'économie politique institutionnaliste rendent compte d'une partie de sa nature.

⁹ En France, cette diversité sociale se rencontre dans les jardins partagés, des espaces généralement de petite taille, et dont la vocation est essentiellement de créer du lien social (Baudeflet et alii, 2008 – Prédine, 2009).

Son développement et la conquête de la seconde habitation sur les jardins ont permis de démocratiser l'accès des citoyens à la nature. Il présente une forme particulière d'organisation des territoires dans laquelle les collectifs de jardins favorisent le décroisement social et le traitement de la pauvreté. C'est une forme de rapport à la nature qui accroît considérablement la résilience de la société urbaine face aux chocs économiques, émotionnels et psychologiques dus aux multiples crises du monde actuel, telles que les perturbations de l'économie marchande.

Remerciements

Cet article est rédigé dans le cadre d'une recherche intitulée « L'utilisation des sols urbains et périurbains pour le développement durable des villes », et soutenue financièrement par le Programme GESSOL du Ministère français de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM).

Bibliographie

- Alashev S., S. Clarke (Simon), M. Karelina, L. Varshavskaya, 2000, The Myth of Urban Peasant, *Work, Employment and Society*, 14, 3, pp. 481-499.
- Bassine M.Z., 1958, *Les jardins des ouvriers et des fonctionnaires*, Moscou, Editions du Ministère de l'agriculture d'URSS, 253 p. (Original en russe : Басин М.З., 1958, Сады рабочих и служащих. Москва : Министерство сельского хозяйства СССР, 253 с.
- Baudeflet L., 2009, La nouvelle loi sur les jardins collectifs et les changements attendus, Janvier 2009, *Réseau international « Développement durable des villes : le rapport entre l'urbain et la nature*, Compte-rendu de Séminaire 22 janvier 2009, Paris, FMSH, pp. 30-33. [en ligne] URL : <http://www.msh-paris.fr/recherche/thematiques/developpement-durable-des-villes/>
- Baudeflet L., 2009, Le jardinage urbain : un point presque aveugle de l'appareil statistique français, mai 2009, *Réseau international « Développement durable des villes : le rapport entre l'urbain et la nature*, Compte-rendu de Séminaire, 14 mai 2009, Paris, FMSH, pp. 12-14. [en ligne] URL : <http://www.msh-paris.fr/recherche/thematiques/developpement-durable-des-villes/>
- Baudeflet L., F. Basset, A. Le Roy, 2008, *Jardins partagés. Utopies, écologie, pratiques*, Mens, Terre vivante, 157 p.
- Bertaux D., 1997, *Les récits de vie – Perspective ethnosociologique*, Paris, Nathan, 128 p.
- Besse Y., 2009, L'accès au foncier en zone rurale pour les jardins d'insertion, mai 2009, *Réseau international « Développement durable des villes : le rapport entre l'urbain et la nature*, Compte-rendu de Séminaire, 14 mai 2009, Paris, FMSH, pp. 15-17. [en ligne] URL : <http://www.msh-paris.fr/recherche/thematiques/developpement-durable-des-villes/>

- Boukharaeva L. M., S. Akhmetova, 2005, Histoires de jardiniers russes « Mon jardin - mon destin », Témoignages pour un concours réalisé en partenariat avec la revue « Maître chez soi », non publié. (En russe : Истории садоводов « Мой сад - моя судьба », полученные в результате организованного совместно с редакцией журнала « Сам хозяин » Конкурса работ садоводов коллективных садоводческих товариществ г. Казани и Республики Татарстан.
- Boukharaeva L. M., M. Marloie, 2006, Family urban agriculture as a component of human sustainable development, *CAB Reviews : Perspectives in Agriculture, Veterinary Science, Nutrition and Natural Resources*, 1, No. 025, [en ligne] URL <http://www.cababstractsplus.org/cabreviews>
- Boukharaeva L., M. Marloie, 2010, Le jardinage urbain à grande échelle en Russie, Paris, Économie rurale. A paraître.
- Boulgakov, M., 1922, Cité-jardin ouvrière (Création du premier village ouvrier dans la République). In : journal "L'ouvrier", 30 Mai 1922. (Original en russe : Михаил Булгаков. Рабочий город-сад (Закладка 1-го в Республике рабочего поселка) // Газета "Рабочий", 30 мая 1922 г.)
- Braudel, F., 1979, *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme, tome 1 : Les structures du quotidien*, Paris, Armand Colin, 545 p.
- Cabedos V., P. Pierson, 1996, *Cent ans d'histoire des jardins ouvriers – 1896-1996*, Paris, Grâne : Ligue Française du Coin de Terre et du Foyer, 221 p.
- Caillé A., R. Boyer, O. Favereau. 2008, Vers une économie politique institutionnaliste, *Revue du MAUSS*, [en ligne]. <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article312>.
- Centre russe des études d'opinion publique. [en ligne] URL : <http://wciom.com/arkhiv/arkhiv-po-godam.html>
- Cérézuelle D. 1999, *Jardinage et développement social*, Paris, Charles Léopold Mayer, 80 p.
- Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, 1988, *Rapport Brundtland "Notre avenir à tous"*. Traduit en français par Luc Gagnon et Harvey L. Mead, Editions du Fleuve et publications du Québec, Montréal, 349 p.
- Consales, J-N., 2005, Les jardins familiaux de Marseille, Gênes et Barcelone, *Rives nord méditerranéennes, Urbanisation et environnement sur les littoraux nord méditerranéens*, [en ligne], URL : <http://rives.revues.org/document449.html>
- Consales, J-N., 2009, Les jardins collectifs à Marseille : le statut quo foncier, *Réseau international « Développement durable des villes : le rapport entre l'urbain et la nature »*. Compte-rendu de Séminaire, 22 janvier 2009, Paris, FMSH, pp. 25-27. [en ligne] URL : <http://www.msh-paris.fr/recherche/thematiques/developpement-durable-des-villes/>
- Diebolt W., A. Helias, D. Bidou, G. Crepey, 2005, *Les inégalités écologiques en milieu urbain*. Ministère de l'écologie et du développement durable. Rapport de l'inspection générale de l'environnement. Paris, 68 p.
- Dienekin, V. F., (Président de l'Association des jardiniers de Kazan) 2009, intervention in *Réseau international « Développement durable des villes : le rapport entre l'urbain et la nature »*. Compte-rendu de Séminaire, 6 juillet 2009, Kazan, Université fédérale. [en ligne] URL : <http://www.msh-paris.fr/recherche/thematiques/developpement-durable-des-villes/>
- FAO, 1999, *Questions relatives à l'agriculture urbaine*, Focus/1999, [en ligne] <http://www.fao.org/Ag/fr/magazine/9901sp2.htm>
- Dubost F., 1984, *Côté jardins*, Paris, Editions Scarabée, 174 p.
- Fleury A., P. Donadieu, 1997, De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine. Paris, *INRA, Courrier de l'environnement*, 31, 45-61.
- Gojard, S., F. Weber, 1995, Jardins, jardinage et autoconsommation alimentaire, *Inra Sciences Sociales : recherches en économie et sociologies rurales*, avril 1995, 4 p.
- Henckel, J-G., (Ouvrage collectif supervisé par), 2009, *Guide des Jardins de Cocagne*, Paris, Editions Alternatives, 196 p.
- Hervouet, R., 2006, L'économie du potager en Biélorussie et en Russie, *Études rurales*, Paris, 177, pp. 25-42
- Jardins attenants, 1959, Revue mensuelle de jardinage, Moscou, Ministère de l'agriculture, n° 1 à 12 (Titre russe : Приусадебный сад).
- Journal « Vos six ares ». Maison de la presse russe. Union des jardiniers (Moscou), de 1991 à aujourd'hui. (Original en russe : Газета « Ваши шесть соток ». Москва, Дом российской прессы. Московский союз садоводов. Выпуски с 1991- по н. Вр).
- Loi fédérale n° 93 du 30 juin 2006 "Sur l'introduction des changements dans les actes législatives de la Fédération de Russie sur la question d'un enregistrement simplifié des droits des citoyens à la propriété des biens immobiliers". (Original en russe : Федеральный закон № 93 от 30.06.06 г. "О внесении изменений в некоторые законодательные акты РФ по вопросу оформления в упрощенном порядке прав граждан на отдельные объекты недвижимого имущества").
- Loi fédérale « Sur les unions non commerciales citoyennes des jardins, des potagers et des datchas », édition des lois fédérales des 22.11.2000 N 137-LF, от 21.03.2002 N 31- LF, от 08.12.2003 N 169-LF, от 22.08.2004 N 122-LF, от 02.11.2004 N 127-LF, от 30.06.2006 N 93-LF, от 26.06.2007 N 118- LF. (Original en russe : Федеральный закон « О садоводческих, огороднических и дачных некоммерческих объединениях граждан » в ред. Федеральных законов от 22.11.2000 N 137-ФЗ, от 21.03.2002 N 31-ФЗ, от 08.12.2003 N 169-ФЗ, от 22.08.2004 N 122-ФЗ, от 02.11.2004 N 127-ФЗ, от 30.06.2006 N 93-ФЗ, от 26.06.2007 N 118-ФЗ.)
- Lowell, S., 2003, *Summerfolk 1710-2000 – A History of the Dacha*, Ithaca and London, Cornell University Press, 260 p.
- Ministère du développement économique de la Fédération de Russie, Agence fédérale du cadastre des biens immobiliers, 2008, *Rapport national sur l'état et l'utilisation des terres en Fédération de Russie en 2007*. Moscou, 274 p. (Original en russe : Государственный (национальный) доклад о состоянии и использовании земель в Российской Федерации в 2007 году. Министерство экономического развития Российской Федерации, Федеральное агентство кадастра объектов недвижимости. Москва, 2008. 274 с.)
- Grenelle de l'Environnement, 2009, Restaurer et valoriser la nature en ville Vers un plan d'action dès 2010, *Synthèse de la conférence de lancement du 29 juin 2009, Grenelle Environnement*. [en ligne] URL : <http://www.legrenelle-environnement.fr/grenelle-environnement/spip.php?article1271>, Consulté le 25 mai 2010.
- Howard, E., 2003, *Tomorrow, A peaceful Path to real Reform (Demain, une voie pacifique vers la réforme sociale)*, Routeledge, Londres, New York, 220 p. (1^{re} édition 1898)
- Maître chez soi, Revue mensuelle de jardinage, Kazan, depuis 1999 (Titre russe : Сам хозяин)
- Marcuse, H., 1968, *L'Homme unidimensionnel : Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, traduction de Monique Wittig, Minuit, 288 p.

- Merkoushov, Y., 2008, *Economie des lopins, Cercles sur l'eau*, Moscou, 6 p.
(Original en russe : Меркушов, И., 2008, Круги на воде // Приусадебное хозяйство, 6.)
- Monédiaire G., 1999, *Agricultures urbaines et villes durables européennes. Droits et politiques du jardinage familial urbain européen*, Limoges, Presses universitaires, 334 p.
- OCDE, 1998, *Examen des politiques agricoles. Fédération de Russie*, Paris, OCDE, 294 p.
- Ortar N., 2005, Les multiples usages de la datcha des jardins collectifs, *Anthropologie et sociétés*, 39, 2, pp. 169-185.
- Prédine E., 2009, *Des jardins en partage*, Paris, Editions Rue de l'Echiquier, 94 p.
- Sachs I. and al. 1981, *Initiation à l'écodéveloppement*, Toulouse, Privat, 367 p., coll. « Regards » -
- Sachs I. et Silk, D., 1990, *Food and Energy Strategies for Sustainable Development*, Tokyo, United Nations University Press, 83 p.
- Service fédéral des statistiques de l'État. Annuaire statistique de Russie – 2000 à 2008 (En russe : Федеральная служба государственной статистики. Российский статистический ежегодник – 2000 à 2008)
- Service fédéral de la statistique de la Fédération de la Russie, 2008, *Résultats du Recensement agricole de Russie de 2006 (9 volumes)*. Moscou : Centre d'information et d'édition « La statistique de la Russie », (Original en russe : Итоги Всероссийской сельскохозяйственной переписи 2006 года (в 9 томах). Федеральная служба государственной статистики Российской Федерации. Москва : ИИЦ « Статистика России », 2008).
- Smith O. B., P. Moustier, L. J. A. Mougeot, A. Fall, 2004, *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone. Enjeux, concepts et méthodes*, Ottawa, CIRAD/CRDI, 173 p.
- Smith J., Ratta, A. & Nasr, J., 1996, *Urban Agriculture : Food, Jobs and Sustainable Cities*, New York, United Nations Development Programme, 302 p.
- Tcherkes B.C., 1992, Les villes et leur environnement agraire, Lvov, Izdatelctvo Svit, 150 p. (Original en russe : Черкес Б.С. Город и аграрная среда. Львов : Изд-во Свит, 1992. 150 с.)
- Tchekhovskikh, I., 2001, La datcha russe - Suburbanisation ou ruralisation ? In : *Les facettes invisibles de la réalité sociale*. Coll. d'articles : résultats des recherches de terrains. Saint-Pétersbourg : Centre de recherches sociales indépendantes, Coll. N° 9 pp73-83) (Original en russe : Чеховских И. Российская дача - субурбанизация или рурализация ? // Невидимые грани социальной реальности. К 60- летию Эдуарда Фомина. Сб. статей по материалам полевых исследований / Под ред. В. Воронкова и др. СПб. : ЦНСИ, 2001. Труды. Вып. 9. С. 73-83).
- Traven V., 2005, *La datcha en Russie de 1917 à nos jours*, Paris, Ed. du Sextant, 232 p.
- United Nations Division for Sustainable Development, 2000, *Sustainable Development Stories n° 51 : Russia*, New York, Sustainable Agricultural Extension Centres.
- Weber F. 1998, *L'honneur des jardiniers. Les potagers dans la France du XXe siècle*. Paris, Belin, 287 p.